

Forum : Commission de Consolidation de la Paix

Sujet : Comment obtenir la paix politique en Guinée ?

Membre de l'Etat-major : Quentin MICHALAK

Position : Facilitateur

Introduction

Sortie de 35 ans de dictature depuis 2010, la Guinée a organisé des élections démocratiques communales en février 2018 alors que les maires et chefs de quartier étaient jusque là nommés par des accords entre les principaux partis. Cependant elles ont exacerbées des tensions internes préexistantes favorisant la fraude électorale. Dans l'attente des résultats celles-ci ont dégénéré en violences et manifestations meurtrières. Suite à ces événements, le gouvernement a signé un accord avec les principaux partis d'opposition aboutissant à la nomination de certains maires au lieu de leur élection. La nomination par accord entre partis étant un phénomène récurrent durant la dictature, c'est pour certains habitants le signe d'un possible retour des régimes totalitaires. Même si cet accord a permis de ramener temporairement la paix, ces élections à l'échelle communale ont déclenché un déferlement de violence. Ces précédents inquiètent les populations face au maintien de la paix politique pour les élections présidentielles à venir en 2020. L'organisation d'élections présidentielles sereines et sans fraude et le départ d'Alpha Condé en fin de mandat posent ainsi questions.

Définition des termes clefs

Baga

Tribu d'Afrique de l'Ouest présente en Guinée dont les principales religions sont l'Islam, le Catholicisme et l'Animisme (croyance en un esprit, une force vitale, animant toutes choses).

CENI (Cour Électorale Nationale Indépendante)

La CENI, créée en 2007, organise les élections et s'assure de leur transparence ainsi que du respect des procédures électorales. Elle proclame les résultats qui peuvent être contestés auprès de la Cour Suprême.

Malinkés (ou Mandingues)

Peuple d'Afrique de l'Ouest dont le Premier Roi de Guinée est issu. La plupart sont de religion musulmane mais quelques uns sont restés fidèles à leur religion traditionnelle.

PBF (Fonds de consolidation de la paix)

Créé en 2005 et complémentaire de la CCP, le PBF est un fond mondial pour la mise en oeuvre d'accord de paix, pour promouvoir la coexistence pacifique et le règlement des conflits. Il sert à revitaliser l'économie ou remettre en place des services administratifs essentiels. Il soutient également le développement des droits de la femme.

Peuls

Peuple de bergers établi dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il est très majoritairement musulman. Leurs dispersion et leur mobilité au cours de l'Histoire ont favorisé les métissages en Guinée.

Régime autoritaire

Caractère arbitraire d'un régime imposant par la force son idéologie et la toute-puissance de l'Etat.

RPG (Rassemblement du Peuple de Guinée)

Parti politique guinéen actuellement au pouvoir, dirigé par Alpha Condé. Il appartient à l'Internationale Socialiste et son idéologie est sociale-démocrate. C'est le parti majoritaire à l'Assemblée Nationale guinéenne avec 53 députés sur 114.

UFDG (Union des Forces Démocratiques de Guinée)

Parti politique libéral guinéen affilié à l'Internationale Libérale. Fondé en 1991, il est actuellement dirigé par Cellou Dalein Diallo (ancien premier ministre sous la dictature) et représente le principal parti d'opposition. Il a 37 députés à l'Assemblée Nationale.

Aperçu général

L'histoire politique de la Guinée

A l'origine, le territoire guinéen était essentiellement partagé entre différentes tribus, principalement les Nalou et les Baga. Au XVème siècle les Peuls envahirent la région, apportant leur croyance : l'Islam. La Guinée garda son fonctionnement en clan jusqu'en 1880, lorsque Samory Touré, un grand guerrier mandingue, soumit les tribus et s'autoproclama roi de Guinée.

Colonisée par les français en 1891, son indépendance fut proclamée en 1958 suite à un désaccord politique avec le président Charles de Gaulle. En réponse à cette autonomie la France déstabilisa son économie par l'introduction massive de faux billets. Durant la Guerre Froide, la Guinée rejoignit les pays dits « non-alignés ».

Avec l'indépendance en 1958, Sékou Touré est élu président et instaure une dictature qui perdurera avec ses successeurs jusqu'en 2008. Cependant dans ce contexte de dictature, le pouvoir présidentiel est de plus en plus contesté et une grève générale, réprimée dans le sang, éclata début 2007.

Après la mort du président Conté, le capitaine Moussa Dadis Camara arriva au pouvoir suite à un coup d'état militaire jusqu'en 2010, date des élections présidentielles. Après avoir promis que son gouvernement était provisoire et qu'il ne resterait pas au pouvoir, il laissa progressivement entendre qu'il envisageait de présenter sa candidature. Le 28 septembre 2009 la population, craignant l'instauration d'une nouvelle dictature, demanda au président de tenir son engagement, à savoir de laisser le pouvoir à la fin de son mandat. L'opposition avait organisé un meeting géant pacifique, pro-démocratique, au stade de Conakry (capitale de la Guinée) et de multiples manifestations à travers le pays. Cependant les militaires, ayant condamné les issues du stade, ouvrirent le feu sur les manifestants. Ce massacre, vraisemblablement planifié, fit 156 morts. Les militaires commirent aussi des viols et enlèvements de femmes retrouvées quelques jours plus tard même si malheureusement certaines avaient disparu.

Suite à une tentative d'assassinat Moussa Dadis Camara renonce au pouvoir fin 2009 au profit de Sékouba Konaté devenant président de la Transition. Ce dernier fixa la date des élections présidentielles par décret et, pour la première fois, les militaires n'eurent pas le droit de s'y présenter. Cette élection permit à Alpha Condé d'être élu pour un mandat de cinq ans, puis réélu en 2015. Sa présidence devrait donc se terminer en 2020 puisque la constitution lui interdit de se représenter après 2 mandats.

Les violences électorales

Les violences actuelles déchirant la Guinée ont éclaté suite aux élections communales de février 2018 : auparavant les maires et les chefs de quartier étaient nommés par des accords politique entre partis. Ces violences ont pour origine plusieurs facteurs qu'ils soient politique, ethnique ou logistique. Ainsi les partis politiques, en s'appuyant chacun sur le soutien d'une des principales tribus, attisent les conflits inter ethniques. De plus les difficultés d'organisation gênant le déroulement des élections et favorisent les irrégularités.

Des élections communales aux allures de présidentielles

Symboliquement importante, ces élections ont vu une implication remarquable des partis politiques semant la confusion parmi la population. En effet, plusieurs ministres et chefs de partis ont participé à la campagne électorale suscitant l'incompréhension de la population en lui donnant des allures de présidentielles. Cela poussa certains à croire qu'elle serviraient même à changer le président. Cette confusion a suscité de nombreuses tensions.

Une mobilisation faible de l'électorat

Malgré cette campagne électorale, l'abstention a été importante, à plus de 60 %. Ce manque mobilisation peut s'expliquer par l'utilisation d'un fichier électoral non mis à jour qui répertorie insuffisamment les nouveaux électeurs. De même, les partis traditionnels n'ont pas su convaincre les électeurs sans pour autant qu'ils se tournent vers les candidats indépendants.

Des irrégularités

Si l'Etat a dû faire face à des difficultés d'organisation en amont des élections, les incidents les plus graves se sont produit le jour de l'élection lors de la fermeture des bureaux de vote. Le manque d'organisation a favorisé les irrégularités. Ainsi les partis politiques opposés à l'informatisation des résultats, la CENI a dû effectuer toutes les opérations de dépouillement à la main engendrant des lenteurs considérables dans la publication des résultats compte tenu du nombre de bureaux de vote et de bulletins différents (15 000 bureaux de vote, 342 listes et 30 000 candidats). Ces lenteurs ont exaspéré la population, générant des violences post-électorales.

De même il a été constaté un manque de transparence électorale dans certains bureaux de vote. Ainsi plusieurs urnes ont été transportées par l'USSEL (Unité Spéciale de Sécurisation des Élections Locales) non accompagnées par les observateurs prévus. Du fait de ce vice de

procédure, cela a remis en cause les résultats en justifiant les accusations de fraudes électorales.

Enfin un manque de sécurité a favorisé les fraudes électorales. Par exemple, à Kaloum, plusieurs urnes, dont certaines grandes ouvertes, ont été entassées dans la cour de la mairie. Les forces de sécurité débordées par la foule, des journalistes ont pu constater que des personnes manipulaient et changeaient le contenu des urnes. Ces événements ont déclenché de nombreuses violences.

Des résultats contestés

L'absence de procédure règlementaire a poussé les juges saisis à agir de manière contradictoire en fonction des régions (par exemple, la limite du nombre de procurations par bureau de vote n'a pas été prise en compte à Boké). De cette façon toutes les plaintes pour fraudes ont été rejetées par les tribunaux.

Le code électoral contient plusieurs imperfections. Ainsi pour pouvoir prouver leur candidature en cas de procès, chaque candidat doit recevoir un procès-verbal prouvant son enregistrement. Cependant, par manque de document, la CENI a transmis parfois, à la place, une « fiche de résultats » permettant de les comptabiliser. Malheureusement cette initiative n'est pas en accord avec le code électoral et leur candidature peut ne pas être retenue par la justice en cas de contestation des résultats. Ces nombreuses imperfections ont amené parfois des résultats contradictoires et confus: dans la commune de Mafara, l'UFDG puis le RPG ont été proclamé victorieux tour à tour.

Plusieurs procès-verbaux ont disparu par perte ou par annulation de dernières minutes. Dans la banlieue de Conakry, où l'opposition est majoritaire, un cinquième des procès-verbaux ont disparu ou ont été invalidé. Devant le nombre important de procès-verbaux manquants dont beaucoup ont été retrouvés après les résultats, le chef de file de l'opposition a pensé qu'il ne s'agissait pas d'un accident.

Un aspect ethnique

La paix politique est également fragilisée par les 2 principaux chefs de partis qui s'opposent sur le plan ethnique : l'un appartient à la tribu des Malinké (Alpha Condé) et l'autre à celle des Peuls (Cellou Dalein Diallo). Cette différence étant mise en avant par les candidats, elle met en péril la paix civile du pays. En effet ces deux tribus sont à l'origine de la civilisation guinéenne puisque le premier roi était Malinké tandis que les Peuls ont apporté la religion islamique. La portée ethnique de ce différend augmente les tensions préexistantes.

Un accord entre partis pour permettre la paix

Pour faire cesser les violences récurrentes et meurtrières suite aux élections, le gouvernement de Guinée et l'opposition ont négocié un accord pour mettre fin au conflit sur les résultats électoraux. Son contenu répond aux principales demandes de la part de l'UFDG: l'accord concède à l'opposition 26 chefs de quartiers et le droit de nommer des maires dans 6 communes. Concernant les manifestations, les militants arrêtés seront libérés et les victimes politiques recevront une indemnité. Cependant cet accord comporte certaines clauses anti-constitutionnelles comme la nomination des maires et chefs de quartiers sans l'avis de la population. Si celle-ci se réjouit de l'arrêt des violences, une partie demeure opposée à un accord jugé antidémocratique et contraire à la constitution.

Pays et organisations concernés

Etats-Unis

Bien que le Gouvernement de Guinée ait adopté une politique favorable au développement des IDE (les Investissements Directs à l'Étranger), les Etats-Unis se montrent critique. Les investissements américains sont limités du fait du manque de transparence politique, de la corruption et d'un système judiciaire que les américains jugent « faible et peu fiable ».

FMI

La Guinée a terminé le 19 juillet 2018 son évaluation économique en collaboration avec le FMI. Cette rencontre a débouché sur un plan de réformes des finances publiques qui a pour objectif d'améliorer le système de gestion des finances et sa transparence. Ces réformes ont déjà porté leurs fruits en accélérant grandement la croissance économique guinéenne. Cette amélioration économique peut contribuer à stabiliser la démocratie en réduisant la corruption.

Russie

Son ambassadeur à Conakry, appelant au calme, a déclaré que les problèmes politiques devaient se régler à l'Assemblée nationale et non dans la rue. L'opposition a considéré cette intervention comme une ingérence de la Russie dans les Affaires Intérieures de la Guinée. De

plus l'UFDG affirme que leur lutte pour leur liberté est légitime et la compare même à la Révolution Française.

Union Africaine

Les principaux objectifs de l'Union Africaine pour 2018 sont de limiter la corruption et d'améliorer l'observation des élections en Afrique. La corruption est un des principaux défis de l'U.A. puisqu'elle concerne une grande partie des pays africains où elle atteint des taux très importants (voir carte). L'U.A. s'attaquera pour cela à ces principales causes : l'absence de bonnes gouvernances engendrant des institutions faibles, un équilibre des pouvoirs inefficaces avec des cadres juridiques et réglementaires insuffisants.

Carte mondiale des indices de perception de la corruption en 2016 (Transparency International) :

En ce qui concerne la surveillance des élections, l'UA tente d'assurer des élections présidentielles libres, justes, crédibles et sans violence. Pour cela elle doit convaincre les gouvernements de nettoyer les listes électorales et instaurer un organisme de contrôle indépendant pour éviter violences et propagandes.

Développements récents

L'instauration de la démocratie en 2010 ne s'est pas faite sans difficultés, notamment avec l'attentat du 19 juillet 2011. Alpha Condé devient président le 21 décembre 2010 après la première élection démocratique de l'histoire de la République de Guinée et après plus de 45 ans de dictature. Cependant, dès le 19 juillet 2011, il fut victime d'un attentat à son domicile mais en réchappa.

En décembre 2013, l'épidémie du virus Ebola paralysa le pays pendant 2 ans, aggravant ainsi l'instabilité politique.

Le 11 octobre 2015, Alpha Condé est réélu président à 56% des voix. La campagne électorale a été marquée par des heurts avec l'UFDG qui suspecta des fraudes électorales. Il existait déjà une opposition entre les 2 ethnies soutenant chacune un candidat.

Même si la démocratie existait déjà depuis 7 ans, la Guinée ne fait réellement ses premiers pas dans celle-ci qu'en 2017.

Le 30 janvier 2017, Alpha Condé est élu président de l'Union Africaine pour un mandat

durant jusqu'au 28 janvier 2018.

Le 4 février 2018 se déroulent les élections communales en Guinée.

Le 14 juillet 2018, lors d'une assemblée Cellou Dalein Diallo présente les manifestations violentes de son parti comme une lutte pour la liberté et contre la fraude.

Le 25 juillet 2018, une ONG (Human Rights Watch ou HRW) dénonce l'utilisation d'armes mortelles de la part des autorités à l'encontre des manifestants. Le Gouvernement de Guinée demeurent indifférent.

Le 4 août 2018, Cellou Dalein Diallo montre la répression du président Condé après les élections communales en l'accusant d'importer massivement des armes pour empêcher toute manifestation. De même il n'y a pas eu d'enquête sur la mort de 10 membres de l'opposition lors des violences post-électorales. Ces différents éléments renforcent la crainte de voir le président Condé rester au pouvoir au-delà son mandat.

Le 6 août 2018, l'interdiction faite aux partis politiques et forces sociales du pays de manifester persuade Cellou Dalein Diallo qu'une dictature se met en place et il organise une importante mobilisation le 9 août.

Le 8 août 2018, le gouvernement et l'opposition signent un accord pour mettre fin aux violences post-électorales. Cet accord concède à l'opposition une partie des communes et quartiers qu'elle réclamait et proclame la libération des manifestants emprisonnés. Cependant celui-ci divise la population puisque les maires sont finalement nommés et engendre de nouvelles manifestations menées par l'UFR.

Le 13 août 2018, l'UFR, principal parti opposé à cet accord, a finalement signé un pacte d'alliance avec le RPG concernant les maires mettant ainsi fin aux violences.

Implication de l'ONU

Dès février 2011, le gouvernement de Guinée fait appel à l'ONU pour ramener la paix en son sein. La Commission de Consolidation de la Paix a pris comme principale mesure la promotion de la réconciliation nationale et de l'unité, particulièrement lors des périodes de tensions électorales. La CCP assiste également le pays dans le domaine de la sécurité et de la défense mais aussi dans les politiques d'emploi des jeunes et des femmes.

La CCP s'est réunie plusieurs fois durant la période 2012-2017.

Rapport de Mission de mars 2012:

[http://www.un.org/fr/peacebuilding/pdf/PBC-GUI%20Visite%20mars%202012%20-%20Rapport%20\(version%20FR\).pdf](http://www.un.org/fr/peacebuilding/pdf/PBC-GUI%20Visite%20mars%202012%20-%20Rapport%20(version%20FR).pdf)

Dans son rapport, l'ONU montre que des élections législatives pacifiques et transparentes sont un prérequis à l'instauration d'une institution permettant le maintien de la paix politique telle que la Commission Nationale Indépendante des Droits Humains. Des élections valides requièrent la révision des listes électorales et une restructuration de la CENI. La réconciliation nationale passe également par la lutte contre l'impunité. Ainsi la CCP aide la Guinée notamment en termes de protections des témoins et des preuves mais également en matière d'équipements informatiques.

De même, l'informatisation et le recensement biométrique ont amélioré la gestion de l'armée. Des ministres ont évoqué la présence de menaces internationales (trafic, terrorisme) et de crimes transfrontaliers dans cette région de l'Afrique nécessitant des réponses conjointes des pays voisins. Enfin le rapport recommande une augmentation du budget de la Justice pour permettre la restauration de l'état de droit, des droits de l'Homme et lutter contre l'impunité.

Enfin, la CCP a remarqué les difficultés d'accès des femmes au travail renforcées par le poids des traditions. De même le nombre de ministères intervenant dans la formation et l'emploi des jeunes nuit à l'efficacité des mesures.

premier examen de la Déclaration d'engagement réciproque entre la Guinée et la CCP (8 juin 2012): <http://undocs.org/fr/PBC/6/GUI/2>

Au cours de cet examen, la Commission a souligné l'importance des mécanismes traditionnels et du dialogue avec les victimes dans le cadre de la réconciliation nationale. Le problème de la sécurité au niveau de la bande sahélo-saharienne fut également évoqué avec les risques de terrorismes et de trafics. Il a été également recommandé davantage de transparence en matière de sécurité. En ce qui concerne la politique d'emploi des jeunes et des femmes, il convient d'harmoniser la politique du gouvernement. Cette mesure permet de lutter de manière indirecte pour la sécurité alimentaire de la Guinée

Second examen de la Déclaration d'engagement réciproque entre la Guinée et la CCP (12 novembre 2014): <http://undocs.org/fr/PBC/8/GUI/2>

Au cours de l'examen de novembre 2014, l'ONU a souligné le besoin d'ouverture aux femmes dans les domaines de la réconciliation nationale, de la sécurité et de la défense. Il fut recommandé de poursuivre les efforts convenus à la fin de la mission de mars 2011.

Examen de l'engagement entre la Guinée et la CCP durant la période 2011-2016:
[http://www.un.org/fr/peacebuilding/pdf/1704-GUI-PBC-Rapport%20Examen-texte%20final.p df](http://www.un.org/fr/peacebuilding/pdf/1704-GUI-PBC-Rapport%20Examen-texte%20final.pdf)

Enfin, à la fin de l'examen de l'engagement sur toute la période 2011-2016, la CCP se propose en tant que médiateur entre la Guinée et les acteurs internationaux. Le PBF aidera également au redressement économique du pays, fortement impactée par l'épidémie du virus Ebola, renforçant ainsi les actions de la CCP.

Solutions possibles

Les violences et tensions en Guinée résultent principalement de la suspicion de fraude électorale favorisée par des déficiences logistiques, des problèmes de sécurité ainsi que des conflits inter ethniques attisés par les 2 partis politiques majoritaires. A cela s'ajoute la crainte de voir Alpha Condé rester au pouvoir.

Pour permettre des élections sereines, il faudrait donc améliorer les problèmes de logistiques : mise à jour des listes électorales, sécurisation des bureaux de vote, traitement des bulletins électoraux et informatisation... Un appui financier de la part du PBF pourrait contribuer à l'achat de matériel informatique... De même l'ONU et l'U.A. pourraient renforcer les forces de sécurité du pays et une commission indépendante pourrait veiller à la logistique de l'armée (départ en retraite, service militaire, fournitures...). Enfin il conviendrait que les partis puissent s'exprimer à temps égal en limitant des propos pouvant attiser les haines ethniques.

La libération des manifestants semble un prélude à une politique plus démocratique et modérée et il faudrait veiller au renforcement de la liberté d'expression et d'opinions.

De plus la hantise de voir la présidence actuelle devenir une dictature attise les violences et pourrait être pallié par une intervention et une surveillance de l'ONU et de l'U.A.

Un conseil des droits humains pourrait surveiller le système judiciaire afin de lutter contre l'impunité et que tous soient égaux en droit. De même il s'assurerait du respect du droit des femmes notamment dans leur représentation politique.

Enfin une démocratie s'épanouissant mieux lorsque sa population est alphabétisée, le PBF pourrait contribuer à la création d'écoles publiques et à payer des professeurs étrangers afin d'améliorer le niveau de l'enseignement secondaire et universitaire. Cela permettrait de générer une nouvelle génération d'enseignants guinéens mieux formés.

Bibliographie et sitographie

Wikipédia:

- Peuls: <https://fr.wikipedia.org/wiki/Peuls>
- Union des forces démocratiques de Guinée :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_des_forces_d%C3%A9mocratiques_de_Guin%C3%A9e
- Rassemblement du peuple de Guinée :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Rassemblement_du_peuple_de_Guin%C3%A9e
- Commission électorale nationale indépendante (Guinée):
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Commission_%C3%A9lectorale_nationale_ind%C3%A9pendante_\(Guin%C3%A9e\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Commission_%C3%A9lectorale_nationale_ind%C3%A9pendante_(Guin%C3%A9e))
- Baga (peuple) : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Baga_\(peuple\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Baga_(peuple))

Guinée Live:

- Violences politiques en Guinée : « la démocratie dans la rue est une mauvaise démocratie », estime le diplomate russe par Almamy Kalla CONTE :
<http://guineelive.com/2018/04/07/violences-politiques-en-guinee-la-democratie-dans-la-rue-est-une-mauvaise-democratie-estime-le-diplomate-russe/>
- Alpha Condé, le rebelle ? Cellou le croit fermement...par Naby camara:
<http://guineelive.com/2018/08/06/alpha-conde-le-rebelle-cellou-le-croit-fermement/>

La Nouvelle Tribune: Guinée : Tensions et violences après les élections communales par Simon Akota dans la nouvelle tribune :
<https://lanouvelletribune.info/2018/02/guinee-tensions-violences-apres-les-elections-communales/>

RFI: Communes 2018 en Guinée: un rendez-vous manqué?: par Carol Valade :

<http://www.rfi.fr/afrique/20180220-communales-2018-guinee-rendez-vous-manque-ceni-ufdg-rp-g>

AfricaNews: Violences électorales en Guinée : HRW accuse les forces de sécurité: par John Ndinga Ngoma

<http://fr.africanews.com/2018/07/25/violences-electorales-en-guinee-hrw-accuse-les-forces-de-securite/>

Nations-Unies Commission de Consolidation de la Paix: Guinée
http://www.un.org/fr/peacebuilding/sm_guinea.shtml

guinéematin: Accord politique : Soria Bangoura salue « la grandeur de Cellou Dalein » : par Ibrahima Sory Diallo:

<https://guineematin.com/a-la-une/accord-politique-soria-bangoura-salue-la-grandeur-de-cellou-dalein/>

Afrique 7: Accord en Guinée Conakry pour mettre fin à la crise postélectorale:

<https://www.afrique7.com/politique/19907-accord-en-guinee-conakry-pour-mettre-fin-a-la-crise-postelectorale.html>

Jeune Afrique: Les économies de la RDC, de la Guinée, de l'Algérie et du Maroc vues par la diplomatie américaine: par Victor Bérenger

<http://www.jeuneafrique.com/605650/economie/les-economies-de-la-rdc-de-lalgerie-de-la-guinee-et-du-maroc-vues-par-la-diplomatie-americaine/>

Le Monde.fr : L'Union africaine face aux crises:

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/01/29/l-union-africaine-face-aux-crisis_4565846_3212.html

GuinéeNews: Parlement: c'est parti pour les travaux de la loi de finances rectificative 2018: par Nassiou Sow :

<https://www.guineenews.org/parlement-cest-parti-pour-les-travaux-de-la-loi-de-finances-rectificative-2018/>

médiaguinée: Réforme des finances publiques : la Guinée boucle les travaux d'évaluation avec le FMI: par Youssouf Keita:

<http://mediaguinee.org/reforme-finances-publiques-guinee-boucle-travaux-devaluation-fmi/>

france24 :Huit ans après le massacre du stade de Conakry, un procès enfin en vue: par Rémi Carlier:

<https://www.france24.com/fr/20170928-guinee-huit-ans-massacre-stade-conakry-camara-proces-enfin-vue-fidh>

le Point.fr : Les défis qui attendent l'Union africaine en 2018: par Marlène PAMARA sur :

http://afrique.lepoint.fr/actualites/les-defis-qui-attendent-l-union-africaine-en-2018--27-01-2018-2190084_2365.php

United Nations Peacebuilding Fund: Le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF):

<http://www.unpbf.org/fr/2384-2/le-fonds-pour-la-consolidation-de-la-paix-pbf/>